

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**SOUTIEN À L'ESS : AIDES PM'UP ET TP'UP ESS ET AFFECTATION D'UN FONDS D'INVESTISSEMENT
EN AMORÇAGE - 3ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 : Désignation des 2 bénéficiaires PM'up Relance ESS	10
Annexe 2 : Désignation du bénéficiaire ESS TP'up Relance ESS	12

EXPOSÉ DES MOTIFS

En septembre 2022, dans la continuité de l'adoption du nouveau SRDEII « Impact 2028 », la Région a adopté sa deuxième stratégie de développement de l'Economie Sociale et Solidaire, secteur stratégique de l'économie francilienne, tant pour la diversité des solutions que cet écosystème propose que pour le rôle crucial de ses modèles sociaux et inclusifs sur les territoires.

La stratégie pour l'économie sociale et solidaire vise à soutenir la croissance durable de l'ESS en Île-de-France, notamment en finançant des projets de développement des structures de l'ESS via les aides économiques et les dispositifs d'accompagnement tels que PM'up et TP'up Relance.

Le présent rapport contient également la matérialisation d'un des objectifs prioritaires de notre stratégie régionale : l'investissement en amorçage auprès de structures de l'ESS et d'entreprises à impact, conformément à l'objectif 2 (*Mobiliser des outils de financement durables au service du développement de l'ESS*) de la stratégie ESS 2022-2028. Cette action s'inscrit dans la continuité de l'intervention régionale en fonds propres fléchés vers l'ESS via le fonds InvESS, qui investit depuis son ré-abondement en 2018 dans des structures en phase de développement. Une note contenant le bilan d'InvESS et la qualification de la problématique d'investissement en amorçage et de la nécessité d'une intervention régionale en la matière est consultable en annexe au rapport. Le présent rapport propose :

1. Attributions relatives aux aides PM'up Relance et TP'up Relance ESS

1.1 Désignation de deux bénéficiaire PM'up Relance ESS

Le rapport prévoit de désigner deux entreprises au titre de PM'up Relance ESS pour un montant total de 255 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 255 000 €.

1.2 Désignation d'un bénéficiaire TP'up Relance ESS

Le rapport prévoit de désigner une entreprise au titre de TP'up Relance ESS pour un montant total de 15 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 15 000 €.

La liste détaillée des bénéficiaires PM'up Relance ESS et TP'up Relance ESS est disponible pour consultation au secrétariat général.

2. Affectation relative à la souscription par achat de parts dans un fonds d'investissement en amorçage pour les structures de l'ESS et entreprises à impact

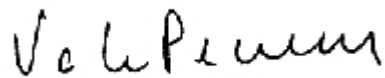
Il est proposé d'affecter une première partie de la souscription par achat de parts dans un fonds d'investissement dédié à l'amorçage de structures de l'ESS et entreprises à impact, soit 5 000 000 €. Cette première affectation, correspondant à la moitié de la souscription cible (10M€), permettra d'ici la fin de l'année 2023 la désignation d'une société de gestion opératrice du fonds, selon les modalités définies par le code de la commande publique.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 5 000 000€ prélevée sur le chapitre 906 ' Action économique ', code fonctionnel 65 ' Insertion économique et économie sociale et solidaire ', programme HP65-001 ' Économie Sociale et Solidaire ', action 16500101 ' Soutien à l'Économie

Sociale et Solidaire ' du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

SOUTIEN À L'ESS : AIDES PM'UP ET TP'UP ESS ET AFFECTATION D'UN FONDS D'INVESTISSEMENT EN AMORÇAGE - 3ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU du régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et ses futures modifications

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation : la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire : vers l'innovation sociale ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 portant financement de l'entrepreneuriat : soutien aux réseaux du financement de la création de TPE et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2017-112 du 8 mars 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up - TP'up et Back'up ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 portant mise en œuvre de la Stratégie#Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et de TP'up ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et TP'up ;

VU la délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 portant mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-246 du 30 mai 2018 portant mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire – Programme régional Emplois-tremplin : affectation des postes votés 2012-2015 ;

VU la délibération n° CP 2018-426 du 17 octobre 2018 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP - attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'Innov'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-306 du 03 juillet 2019 portant soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'entrepreneuriat QPV ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant approbation de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 19-493 du 20 novembre 2019 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 7ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1^{ère} affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2020-249 du 27 mai 2020 portant mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2021-036 du 21 janvier 2021 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 1^{er} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-048 du 21 juillet 2021 intitulée « Poursuivre la relance économique » ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mars 2022 adoptant la Stratégie Impact 2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2022-048 du 22 septembre 2022 adoptant la Stratégie régionale pour l'Economie sociale et solidaire 2022-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-107 du 29 mars 2023 portant diverses mesures pour la formation et l'emploi.

VU la délibération n°CP 2023-142 du 29 mars 2023 adoptant la Charte Francilienne pour l'engagement citoyen des entreprises ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-284 du 5 juillet 2023 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 4^{ème} rapport pour 2023.

VU l'avis de la commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-285 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution de 2 aides PM'up Relance ESS

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement de 2 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de 255 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, de la

convention conforme à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2023-284 du 5 juillet 2023 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Affecte une autorisation de programme de 255 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP 65-001 « Economie sociale et solidaire », action 16500101 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2023.

Article 2 : Attribution d'une aide TP'up Relance ESS

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement d'un projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, de la convention conforme à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2023-284 du 5 juillet 2023 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Affecte une autorisation de programme de 15 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2023.

Article 3 : Souscription par achat de parts dans un fonds d'investissement en amorçage pour les projets de l'ESS et les entreprises à impact

Décide d'acheter des parts d'un fonds d'investissement en fonds propres et quasi-fonds-propres spécialisé dans le financement de projets de l'économie sociale et solidaire et d'entreprises à impact. Décide d'une souscription et affecte un montant de 5 000 000 € en vue de désigner au dernier trimestre 2023 d'une société de gestion par voie de marché.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 5 000 000€ prélevée sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP65-001 « Économie Sociale et Solidaire », action 16500101 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Désignation des 2 bénéficiaires PM'up Relance ESS

Raison sociale du bénéficiaire	Commune	Code Postal	Territoire prioritaire	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote :	Date de prise en compte des dépenses
FÉDÉRATION ENVIE	Paris	75020	Non	Autre	diversification et nouveaux business model - création d'une market place - étude de nouvelles implantations - amélioration des process interne	175 000 €	23/03/2023
PÉPINS PRODUCTION, LA PÉPINIÈRE DE QUARTIER	Paris	75018	Politique de la ville (QPV)	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Organisation interne : stratégie, finances, ressources humaines et digitalisation. Diversification de l'activité avec de nouvelles implantations, structuration de la communication et des démarches commerciales et création d'un fonds de dotation. Amélioration de la performance sociale et environnementale.	80 000 €	03/02/2023

Annexe 2 : Designation du bénéficiaire ESS TP'up Relance ESS

Raison sociale du bénéficiaire	Commune	Département/Code Postal	Territoire prioritaire	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposée au vote	Date de prise en compte des dépenses
OASIS 21	Paris	75019	Non	Autre	Développement des outils de commercialisation et de travail numérique Développement de la commercialisation	15 000 €	16/04/2023